

Le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	JANVIER 1969 — 7 ^{me} ANNEE — N° 61		Le numéro
		Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B. Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.	0,50 F - 5 F.B.	
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE-COLBERT	C.C.P. 2202 22 MARSEILLE

La crise monétaire préfigure la crise mondiale du régime capitaliste

Le 20 novembre 1968, une terrible nouvelle met le monde capitaliste en émoi : « Réunion extraordinaire des Dix pour décider du sort du franc ». Que se passe-t-il ? En un temps record, les représentants des dix pays les plus puissants du monde s'envolent vers Bonn en Allemagne occidentale, en pleine nuit, pour se mettre d'accord

sur les mesures à prendre pour sauver le franc français qui a perdu « à l'improviste » son prestige et sa puissance financière sur le marché mondial. Ce n'est pas la première fois que le franc baisse, mais ce coup-ci, peu après l'écroulement de la livre sterling, cette crise soudaine menace le système monétaire lui-même.

milligrammes d'or et le dollar, 46,625 francs. La guerre terminée, en décembre 1945 le franc baisse encore une fois ; il ne vaut plus que 7,46 milligrammes d'or et il en faut 119,10 pour acheter un dollar. La France a beau compter parmi les « Grands », le vainqueur, c'est l'Amérique. En janvier 1948, la parité est de 214,39 francs pour un dollar, mais elle passe à 330 francs en avril 1949. En septembre de la même année l'équivalent-or du franc tombe à 2,539 milligrammes et le dollar monte à 350 francs. On arrive ainsi à décembre 1958 où le franc subit une dévaluation de 17,5 %, sa couverture-or s'abaissant à 1,80 milligrammes ; le dollar vaut alors 493,706 francs.

Cette année-là, les réserves françaises de devises et d'or sont presque nulles : 19 millions de dollars seulement. Depuis 1958, sous le gouvernement De Gaulle, la France avait vécu dix ans de « prospérité » et de stabilité monétaire et c'est précisément ce qui avait conduit son « sauveur » aux manœuvres et aux chantages monétaires à l'égard des Etats-Unis qui firent tant de bruit en 1967.

Au début du mois de novembre de cette année, les réserves françaises n'étaient pas aussi réduites qu'en 1958 puisqu'on les

évaluait encore à 4,3 milliards de dollars, et la France était la troisième puissance financière du monde après les U. S. A. et l'Allemagne tout comme l'Italie.

En mai-juin, pendant la grande grève ouvrière, l'exode des capitaux français (vers la Suisse et l'Allemagne, en particu-

lier), atteint le rythme de 300 millions de dollars par semaine, avec une pointe maxima de 500 millions pendant la dernière semaine de juin. Après le 14 novembre, nouvelle pointe de 1 milliard de dollars, les réserves tombant alors à un tiers de ce qu'elles étaient.

CRISE CIRCULAIRE

La course précipitée des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales des Dix n'a pas été tellement déterminée par la crise du franc en tant que telle que par les réactions en chaînes dont elle menaçait les monnaies des principaux pays du monde, qu'ils soient géographiquement éloignés ou proches de l'épicentre de la crise.

Toutes les préoccupations allaient essentiellement à la livre sterling, rattrapée depuis quelques mois à peine d'une autre débâcle de portée internationale puisqu'elle avait mis en difficulté le dollar américain, accouru au secours de la monnaie anglaise. A Bonn, ces sortes d'« alliances de guerre » se sont donc immédiatement nouées, avec d'un côté, la France, la Grande-Bretagne et les U.S.A., et de l'autre, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Hollande,

tous pays à monnaie « forte » sur lesquels furent exercées toutes sortes de pressions en faveur d'une réévaluation du mark allemand. C'était le début de la campagne visant à obliger l'Allemagne occidentale à renoncer « volontairement » à la vigoureuse expansion de sa puissance économique et financière. Notre Parti avait d'ailleurs prévu depuis plusieurs mois que la crise de surproduction relative de l'Allemagne occidentale aurait déterminé à bref délai des difficultés internationales de portée incalculable, surtout avec l'Angleterre et les Etats-Unis, les marchés financiers de l'Est européen lui étant interdits depuis l'avertissement représenté par l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie. En substance, ce que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis de-

(Suite page 4)

QUARANTE ANS DE DEVALUATIONS

C'est en juin 1928 qu'a eu lieu la première dévaluation massive du franc, une dévaluation de 79,69 %. Alors qu'auparavant le franc s'échangeait contre un dollar, il ne représente plus à cette date que 65,5 milligrammes d'or fin ; il en faut 25,524 pour acheter un dollar et 124,13 pour une livre sterling.

La crise du « vendredi noir » menace déjà. En septembre 1939 — la guerre impérialiste mondiale a déjà commencé — l'équivalence franc-or tombe à 20,289 milligrammes ; le cours du change passé à 43,80 francs pour un dollar et à 176,625 pour une livre sterling. En novembre 1944, le franc vaut à peine 17,908

Notice nécrologique

Nous apprenons sans surprise ni regret le suicide politique du trotskisme, survenu à une réunion du « Cercle d'Etudes Marxistes » consacrée à la question « marxisme et anarchisme » le 29/11/68 à Paris.

L'orateur (représentant d'une tendance trotskiste bien connue) a commencé par exposer, de façon superficielle et purement formelle, l'opposition entre marxisme et anarchisme sur toutes les questions de la lutte révolutionnaire ; le fait de passer sous silence la signification de classe de cette opposition lui a permis d'en escamoter les conséquences, et de conclure à l'inverse en pronant un « mariage » entre marxistes et anarchistes, la constitution d'une organisation révolutionnaire où toutes les tendances et fractions « ouvrières » s'accoupleraient démocratiquement.

Pour montrer sa bonne volonté de compromis, il a donné aux anarchistes tous les gages qu'ils pouvaient désirer : il a renié la nécessité du parti marxiste homogène ; il a admis que la dictature du prolétariat pouvait être dirigée par une coalition de partis ; il a renié Lénine qui affirmait sans équivoque que la dictature du prolétariat c'est la dictature du parti ; il a osé prétendre que Lénine voulait faire entrer les anarchistes dans l'Internationale Communiste ! Et, à un moment, il a été jusqu'à dire que « en 36 en Espagne, la C.N.T. anarchiste aurait pu être une direction révolutionnaire, prendre le pouvoir et diriger la dictature du prolétariat ». (Pauvre Trotski !)

Par cette petite phrase, qui balait d'un revers de main tout son exposé « théorique », il s'est purement et simplement suicidé : si la C.N.T. pouvait diriger la révolution, cela voudrait dire que la révolution n'exige ni le marxisme ni le parti fondé sur cette doctrine ! Ces gens qui se prétendent marxistes tout en affirmant qu'on peut très bien se passer du marxisme, se retirent eux-mêmes toute raison d'exister ! Qu'ils aillent donc se coucher, ou qu'ils entrent à la C.N.T.

Les anarchistes, rendons-leur cette justice, sont intervenus à cette réunion de façon infiniment plus conséquente que ces pseudo-marxistes : ils ont refusé de se renier. Et pourquoi diable auraient-ils renié l'anarchisme alors que les « marxistes » abandonnaient leurs positions pour venir à leur rencontre ? Aux trotskistes qui leur tendaient la joue pour un tendre baiser de fiançailles, ils ont répondu par une gifle magistrale ! Décidément, le reniement du marxisme ne paie pas !

Un de nos camarades a pris la parole à cette réunion pour stigmatiser cette ignoble capitulation devant l'anarchisme. Au cours des cinq minutes qui lui étaient généreusement allouées, il a rappelé le contenu social de l'opposition marxisme - anarchisme, reflet de l'opposition entre le prolétariat et les classes moyennes ; il a rappelé que ce sont les trotskistes eux-mêmes qui, en cherchant l'appui de ces classes moyennes ou en courant désespérément après les « masses » écrasées par l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, ont rouvert toute grande la porte à l'anarchisme ; il a montré que les trotskistes, exprimant malgré eux la contre-révolution, représentent l'impossible synthèse de la double intoxication du prolétariat par l'influence petite-bourgeoise : réformisme et anarchisme.

Le trotskisme s'est suicidé. Ce n'est ni la première ni la dernière fois : en politique les cadavres ont la vie dure. Après quarante ans de contre-révolution, on ne se débarrasse pas en huit jours de l'idéologie bourgeoise, et aucune « astuce tactique » ne permet de tricher avec l'histoire. Seule la confluence de la critique marxiste impitoyable, de la défense acharnée des positions et du programme communistes menée par le Parti avec la dure expérience des luttes, permettra aux prolétaires de retrouver la voie révolutionnaire et d'enterrer définitivement toutes les charognes opportunistes.

LA CONSCIENCE DES RÉALITÉS

Nous reproduisons ci-dessous un tract diffusé par nos militants à Boulogne - Billancourt :

Travailleurs de Renault !

Répondant à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. pour une grève d'avertissement de 5 h., vous avez signifié votre réponse à la politique d'intimidation de la Régie. Dans sa lettre à chacun d'entre vous, comme dans toutes ses autres déclarations, elle fait appel à votre « bon sens » en déclarant : « Si la Régie cesse d'être compétitive à cause d'une nouvelle vague d'agitation, il s'ensuivrait une augmentation des charges sociales, vos salaires et votre emploi s'en trouveraient menacés, car la concurrence internationale est impitoyable ».

Cette argumentation est la même que celle du ministre des Affaires sociales, digne représentant de l'Etat bourgeois, qui faisant appel « au sens civique » des syndicats, les mettait en garde contre les dangers d'une nouvelle crise qui replongerait le pays, comme en mai-juin derniers, dans une situation où la position concurrentielle de l'industrie française serait menacée. C'est le mensonge de toujours de toute bourgeoisie : l'intérêt commun entre Capital et Travail, entre bourgeois et prolétaires : l'Intérêt National.

En fait, que ce soit sur un plan national ou à l'échelle internationale, ce que les patrons d'entreprises, les bourgeois et l'Etat craignent par-dessus tout, c'est l'action ouvrière, car elle est la seule arme entre les mains des exploités face à leurs exploités. C'est ainsi que vous avez arraché des conquêtes plus substantielles en matière économique, suivant la combativité plus ou moins grande lors

des grandes grèves de mai-juin dernier.

Depuis, la bourgeoisie est aux abois. La peur de votre combativité a réduit sa marge de manœuvre et la crise monétaire s'ajoute à sa crainte de nouvelles crises sociales. Mais elle n'a d'autre issue que d'essayer de résoudre sa crise en s'attaquant aux ouvriers, sondant le terrain pour mesurer votre combativité. Dans cette politique, de tâtonnements et de démoralisation de la force ouvrière, la bourgeoisie n'est pas seule ; elle compte sur des alliés au sein même du prolétariat : les partis réformistes et parlementaires de gauche (PCF en tête) et la direction opportuniste de la OGT (ne parlons pas des syndicats jaunes CFDT et FO).

Ces directions traîtres du mouvement ouvrier essaient de désamorcer votre potentiel de lutte sur deux fronts : les méthodes de lutte et les buts de cette dernière. Pour démasquer les intentions des bonzes de la direction de la C.G.T.

il suffit de citer leurs propres déclarations : « La C.G.T. ne rêve pas de plaies et de bosses. Nous avons dit au premier ministre que nous préférons les pourparlers constructifs aux affrontements », ou « la C.G.T. est très attachée à l'équilibre économique... », ou encore « nous n'avons pas la volonté de replonger le pays dans la situation de mai. Nous avons fait la preuve de notre sang-froid ».

Voilà qui est dit et bien dit. La direction de la C.G.T. ne veut pas de la lutte des classes, elle préfère les pourparlers « constructifs » avec les représentants de la bourgeoisie et les patrons d'entreprises ! Quel est donc le but de ces directions opportunistes du mouvement ouvrier, qui ne veulent pas porter atteinte à l'économie bourgeoise : la collaboration de classe. Les directions syndicales déclarent par avance qu'elles ne veulent pas entendre notre mouvement et affirment vouloir le dialogue avec le Capital. Ainsi, chez Renault, elles

(Suite en page 4)

REUNION DE LECTEURS A PARIS

III^e GUERRE MONDIALE OU révolution internationale

Le vendredi 7 février, à 21 heures
Salle Lancry — 10, rue de Lancry (X^{me})
— ENTREE SUR INVITATION —
(Le présent journal tient lieu d'invitation)

NON au syndicalisme « intégré »

C'est pratiquement à l'unanimité que l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi concernant le « droit syndical dans l'entreprise » : 438 voix pour, 4 contre, 22 abstentions. Le député « communiste » Berthelot a déclaré que son groupe en voterait les dispositions qui, « malgré certaines lacunes, pourront être utilisées par les travailleurs pour de nouvelles conquêtes ».

Pour être tout de suite fixé à ce propos, il suffit d'examiner les arguments avancés par la majorité gaulliste en faveur de la nouvelle loi. Au cours du débat, Lebas, député U.D.R. et

rapporteur de la Commission ayant élaboré le projet, a dit clairement que ce dernier, dans l'esprit de ses auteurs, devait « contribuer à faire disparaître la lutte des classes ». Et Marcenot, U. D. R. également, a précisé à quelle attente ces dispositions répondaient : « Chez nous, c'est l'exclusion des syndicats de l'entreprise qui les a conduits à politiser leur action. » Selon lui, la reconnaissance de la section syndicale par le chef d'entreprise doit permettre de remplacer par le « dialogue » un « silence lourd de menace ».

Ainsi, aux yeux des représentants les plus qualifiés de la classe capitaliste, l'objet immédiat de la nouvelle loi est d'éventer ce qui couve derrière la relative accalmie sociale actuelle. « Ce qui couve », pour des gens intéressés à nier la motivation matérielle des conflits sociaux, c'est nécessairement ce qui ce trame. Ils n'en démontrent pas en effet : la crise de mai-juin, pour eux, ne saurait s'expliquer autrement que par le rôle perturbateur de diverses minorités.

M. Schumann, Ministre d'Etat des Affaires sociales, est allé jusqu'à imputer les explosions sociales de ce genre à certaines lacunes de la législation existante qui, privant les syndicats « d'une règle de conduite ayant force légale », leur laissait toute liberté d'organiser « des actions néfastes à la marche des entreprises ».

Peu importent les mobiles d'ordre parlementaire qui inspirent partiellement cette opinion « autorisée », puisqu'elle a le mérite de nous édifier sur le but poursuivi par la classe dirigeante. Comme il est bien clair, en effet, que « l'action la plus néfaste à la marche des entreprises » est la grève, il est non moins évident que la nouvelle loi, dans l'esprit du législateur, vise en premier lieu à empêcher son éclatement. Le ministre a d'ailleurs souligné que, si les patrons doivent reconnaître les responsables syndicaux représentatifs, ceux-ci, de leur côté, doivent savoir « conserver à leur action dans l'entreprise un caractère purement syndical ». Comme toute lutte ouvrière d'envergure est nécessairement politique — ne serait-ce que parce qu'elle met en cause les intérêts généraux du capital — on voit que la loi récemment votée, en excluant la « politique » des actions syndicales qu'autorisent les nouvelles dispositions, leur interdit du même coup de devenir des luttes d'envergure. Le chef d'entreprise continuera à observer la discipline patronale décidée au niveau du Conseil du patronat et de l'Etat, mais à cette politique de classe, les ouvriers, encombrés de leur nouveau « droit syndical » qui les cloître dans l'entreprise, ne pourront opposer la leur.

Les hommes politiques de la Ve République, s'ils feignent de ne pas comprendre les causes véritables des conflits sociaux, sont par contre très avertis de la façon dont ils éclatent. Ils savent qu'au terme d'une longue période d'offensives patronales, c'est souvent « une goutte d'eau qui fait déborder le vase » : une décision malheureuse du chef d'entreprise, voire un simple écart de langage de sa part. Que la nouvelle loi soit destinée à éteindre ces « détonateurs » de la lutte ouvrière, c'est M. Schumann lui-même qui nous le confirme lorsqu'il dit qu'elle doit viser à « éliminer une cause importante de frictions entre employeurs et travailleurs ».

Elle ne s'arrête d'ailleurs pas là et prévoit le cas où, la poussée revendicative étant trop forte, la grève éclatant tout de même, il s'agit d'armer le patron pour qu'il puisse, le plus vite et au mieux de ses intérêts, la faire cesser. Ce dernier dispose déjà, dans ce but d'une arme classique et déjà éprouvée : les jaunes, qui se recrutent parmi les salariés les moins résolus, dans les secteurs de moindre combativité, et qu'on fabrique au besoin de toutes pièces en usant des pressions les plus diverses sur les travailleurs de nationalité étrangère, par définition moins bien défendus, et que Citroën, en juin, transporta à pied d'œuvre pour leur faire voter la reprise du travail, voire déborder les piquets de grève. Mais cette arme n'est efficace que si les grévistes n'ont pas la possibilité pratique d'intervenir auprès des briseurs de grève. Qui donc pourrait bien la leur ôter, sinon la « force publique », subrepticement appelée par les patrons, comme à Flins ou à Sochaux, en juin, pour « proté-

ger ceux qui veulent travailler » ? La nouvelle loi y a sérieusement pensé dans son article premier qui énonce : « Le droit syndical est reconnu dans toutes les entreprises. Il s'exerce dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution de la République et EN PARTICULIER DE LA LIBERTE INDIVIDUELLE DU TRAVAIL » (souligné par nous, NDR).

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que ce dernier point a été adopté sur l'insistance des éléments les plus virulents de la droite gaulliste, des représentants de la petite et moyenne entreprise française où la « compétitivité » des produits est tellement précaire, et par suite les conditions d'exploitation de la force de travail tellement draconiennes, que le patronat n'y veut pas du tout de tractations avec le syndicat, fussent-elles, d'un point de vue général, favorables à la conservation capitaliste dans son ensemble. C'est là, en effet — et non pas dans les grandes entreprises qui groupent des milliers d'ouvriers — que les derniers mots de l'article premier cité ci-dessus prennent toute leur importance. Dans les petites fabriques et les petits chantiers, où l'on nous vante l'apparition ou la réapparition de la section syndicale comme un grand succès consécutif à la grève de mai-juin, cette section, à peine née ou resurgie, sera tout de suite ligotée, et juridiquement ligotée, contre cette fallacieuse « liberté du travail » qui n'est que manipulation de jaunes par le patronat. Ce n'est pas tout. En applaudissant à cette loi protectrice des briseurs de grève, les directions syndicales entrent également tous les éléments de propagande qu'elle contient. Les termes même des exposés de motif visent tous les timorés, les indécis, les « suiveurs » de la grève de mai et, jouant sur leurs désillusions après la résorption des « avantages » consentis à Grenelle, s'attachent à les persuader qu'ils ont fait cette grève contre leur gré, et qu'ils ont été victimes de « meneurs » contre lesquels l'autorité de l'Etat saura bien désormais les défendre !

Certes, rien de tout cela n'est bien neuf : des générations d'ouvriers ont connu les piquets de grève dispersés manu militari au nom de la « liberté du travail ». Ce qui peut-être l'est davantage, c'est le cynisme avec lequel l'Etat bourgeois précise le contenu qu'il donne aux prétendus « élargissements » du « droit syndical » : le droit du patron de faire matraquer les grévistes ! Ce qui, en tout cas, est sans précédent c'est l'impudence des syndicats à célébrer ces dispositions légales comme une « victoire ouvrière » ! Cependant, même au travers de son chant de triomphe, l'opportunisme syndical est contraint de laisser échapper quelques vérités. Devant le Bureau confédéral de la C. G. T. au complet, J.-L. Moynot a déclaré (« Le Peuple » ; n. 810 ; 16-30 novembre 1968) :

« Devant l'ampleur de la grève la grande bourgeoisie a pris conscience de la nécessité d'AVOIR AFFAIRE A DES ORGANISATIONS RESPONSABLES. Certains des siens ont été tout étonnés de trouver en face d'eux les organisations syndicales, et tout particulièrement la C. G. T., malgré la répression et les discriminations qu'elle avait subies depuis vingt ans, capables de parler, SANS CRAINTE D'ETRE DECAVOUTÉES OU DÉPASSÉES, au nom des travailleurs » (Souligné par nous, NDR). « C'est précisément cette situation — a poursuivi J.-L. Moynot — qui a permis d'obtenir, en dépit des réticences du patronat, un résultat remarquable sur LES LIBERTES SYNDICALES DANS L'ENTREPRISE » (En capitales dans l'original, NDR).

En quoi cela peut bien intéresser « la grande bourgeoisie capitaliste » que la C. G. T. ne soit « ni désavouée, ni dépassée » ? La réponse il faut la trouver dans les

événements d'après Grenelle : sans la C. G. T. (qui s'en est d'ailleurs vantée !) on n'aurait pas pu contraindre des secteurs entiers de la production — près de deux millions de salariés pour les métallurgistes — à reprendre le travail, à arrêter la grève au profit des élections, à lâcher la proie pour l'ombre ! Après une pareille alerte (« devant l'ampleur de la grève... ») il aurait fallu que le patronat soit bien sot pour ne pas « prendre conscience » qu'il lui faut effectivement « avoir affaire » à des « syndicats responsables », seuls capables, grâce à un prestige usurpé, de faire accepter aux ouvriers les « concessions » dérisoires au prix desquelles le capital entend s'assurer une bonne garantie de paix sociale.

Et cela il l'a compris. Fort d'une complicité des syndicats que ces derniers ont bien du mal à dissimuler, il peut s'offrir le luxe, lui, de dire la vérité à propos du « droit syndical dans l'entreprise », toute la vérité. « La véritable question qui nous est posée — a conclu Schumann devant l'Assemblée — est grave : sommes-nous capables de prendre le relai d'une espérance perdue, D'INTEGRER LE SYNDICALISME DANS LA VIE NORMALE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ? » (Souligné par nous, NDR). La « vie normale » de la société capitaliste c'est l'exploitation la plus rationnelle et la plus intense de la force de travail. Y « intégrer » les syndicats c'est faire collaborer à cette exploitation les organisations dont la raison d'être est précisément de lutter contre elle.

Cette déchéance ultime de l'organisation syndicale n'est que la dernière étape d'un processus historique dont nous avons souligné à plusieurs reprises les étapes : avant d'être consignée dans la loi, elle l'était dans les faits ; et avant tout dans ce fait essentiel : le ralliement, déjà ancien, du parti de la classe ouvrière à la conservation sociale. Depuis un bon tiers de siècle les « communistes » ont cessé de vouloir détruire l'Etat démocratique pour s'attacher à le défendre. Depuis longtemps aussi les syndicats qu'ils contrôlent ont remplacé la grève par l'arbitrage, la lutte par la négociation. Durant ces dix dernières années, les exemples ne se comptent plus de « frictions entre employeurs et travailleurs », liquidées en faveur des patrons par la sentence de l'Inspecteur du Travail, du Préfet ou du Ministre. Enfin, il y a deux ans seulement, le 36ème Congrès de la C. G. T., en affirmant solennellement que, dans la future « démocratie véritable », les ouvriers pourraient « défendre leurs intérêts AUX COTES DE CEUX DES AUTRES CLASSES » sont arrivés exactement à la même conclusion que Schumann : les intérêts sociaux des salariés ne sont pas incompatibles avec ceux du capital et on peut les subordonner à un intérêt supérieur : celui de la production nationale, du pays, de la patrie.

Le « droit syndical dans l'entreprise » est l'application logique et cohérente de ce principe. Il a pour objet « d'éviter les frictions » entre les classes ennemies, d'interdire les « actions néfastes à la production ». Si quelqu'un en doute encore, qu'il écoute M. Schumann. La nouvelle loi manquerait son but, en dit en substance le ministre, « si elle tournait au désavantage de notre production, de notre productivité, de nos exportations, de notre économie tout entière, donc de ceux-là mêmes qu'elle a pour objet de protéger ».

Voilà le vrai contenu du syndicalisme « intégré », voilà formulé clairement le principe de solidarité sociale qu'il implique entre exploités et exploités, entre l'instrument d'exploitation et ses propres victimes. Mais lier le sort des salariés à la « prospérité » de l'entreprise, le maintien du plein emploi à la course productiviste, la classe révolutionnaire aux aléas du sys-

(Suite page 4)

Qu'est-ce que le GAULLISME ?

Nous écrivions dans notre article précédent que le gaullisme, en tant que force politique au service du grand capital et forme d'administration et de gouvernement correspondant le mieux à ses exigences modernes, était à la fois l'auteur et le produit d'une grande transformation historique du capitalisme français qui, cessant d'être usuraire et colonialiste, s'engageait désormais dans la grande compétition internationale des pays super-industrialisés. Nous disions aussi que deux guerres mondiales avaient été nécessaires pour contraindre la bourgeoisie française à cette reconversion et que cette dernière avait exigé de plus deux grandes conditions politiques : l'élimination du prolétariat de la scène politique, l'éviction de la petite-bourgeoisie des leviers de commande de l'Etat.

En 1958, lors de l'avènement de la Ve République, la défaite politique du prolétariat était depuis bien longtemps un fait accompli. Elle remontait jusqu'à la conversion, déjà ancienne, de tous les partis stalinien au patriotisme et à la démocratie, aux noms desquels, dans tous les pays, les renégats du communisme et complices des assassins de la vieille garde bolchevique, avaient réussi à faire de la classe ouvrière mondiale la chair à canon du second massacre impérialiste. Cette seconde et encore plus ignoble union sacrée s'était prolongée, après le conflit, par une collaboration étroite des partis ouvriers et des syndicats avec le gouvernement bourgeois, par l'abandon au patronat des derniers retranchements de défense de la force de travail, par l'implantation générale chez les travailleurs d'une idéologie qui, sous des formules « réformistes », n'était que soumission pure et simple aux exigences insatiables du capital impérialiste.

L'élimination de la petite bourgeoisie fut plus laborieuse. Installée dans l'appareil d'Etat à la faveur des multiples compromis passés antérieurement entre grand ca-

pital et classes moyennes (particulièrement la petite paysannerie menagée par des mesures protectionnistes qui la retenaient difficilement au bord de la misère, mais en faisant un soutien inébranlable de la bourgeoisie contre le prolétariat), elle avait représenté, durant trois quarts de siècle, la clef de voûte politique et sociale du capitalisme français. Pour parvenir à la chasser de ses positions, il fallait non seulement une nécessité impérieuse, mais encore la certitude que, de cette éviction, ne résulterait pas un climat de profond trouble social. L'occasion fut donnée par la guerre d'Algérie, la certitude fournie par le ralliement de toute la gauche démocratique — P.C.F. compris — à la savante manœuvre de reconversion générale du capitalisme français à laquelle le nom de De Gaulle est resté attaché. Ce dernier réussit tout à la fois à faire accepter l'indépendance algérienne à l'armée colonialiste flanquée de sa vieille garde politique vichyste et nationaliste, et à utiliser, contre la fureur des pieds-noirs et de l'O. A. S., le contre-poids populaire orchestré par les socialistes et « communistes » dont De Gaulle, après tout, réalisait le vœu le plus cher : liquider les restes de l'empire colonial sans que cela déchaîne la lutte de classe dans la métropole. N'avaient-ils pas soutenu, les uns et les autres, qu'il ne s'agissait que de substituer aux « liens colonialistes » entre la France et l'Algérie, des « liens d'amitié et de solidarité entre les peuples » ? C'est ce qui fut fait. A la grande gloire de l'actuel chef de l'Etat. A la profonde désillusion des « peuples » intéressés, dont l'indépendance politique, en l'absence d'une offensive internationale du prolétariat, ne peut être qu'un nouvel assujettissement aux formes modernes de la domination impérialiste qui ne sont plus fondées sur le pouvoir des baïonnettes, mais sur celui des capitaux.

Quelle que soit l'habileté de de Gaulle, il eut été incapable de réaliser ce tour de force s'il n'avait disposé, d'une part de ce prestige

(Suite page 4)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1968

LISTE N° 11

Paris, 273,50 ; Mario, 10 ; Pierre C., 20 ; Valeria, 20 ; Mario, 10 ; Forlì, 50 ; Pour la presse, 50 ; Dédé et Pluto, en souvenir de Perrone et Zecchini, 50 ; Raymond, 80 ; Gaston, 20 ; Libertino, 30 ; Yvon, soutien, 5 ; Lyon, 40 ; Christian, 70 ; Pierre, soutien, 10 ; S., 120 ; Georges 1.60 ; André, 40 ; 2ème versement, 36 ; Emile 80 ; 2ème versement, 30 ; Piccino, 6 ; Gérard, 1 ; Maryse, 10 ; Larbi 35 ; G., G., 50 ; Piccino, salue Amadéo, 10 ; Enseignement anonyme, 10.
Total liste n° 11 1.318,10 F
Total précédent 10.265,78 F

Total année 1968 11.583,88 F

« L'assassinat du père Noël »

La démagogie stalinienne s'envole vers des sommets. L'Humanité-Dimanche du 8 décembre pleure le Père Noël que « M. Guena, ministre gaulliste des P.T.T., vient d'assassiner » ! M. Guena supprime le secrétariat traditionnellement chargé des réponses aux lettres adressées à « M. le Père Noël, au ciel ». Les « communistes » rient au meurtre et rejoignent les défenseurs des traditions, ceux qui regardent vers le passé ! Mais l'important est ailleurs : une fois de plus les stalinien sous couvert d'attaquer le gaullisme tendent à masquer la nature de classe de l'Etat : « Pour ces gamins, grâce à ce secrétariat le miracle se produisait (...) minutes de joies, minutes d'espérance qui étaient pour eux comme une préfiguration de la Grande Nuit de Noël ». C'est à vomir ! Depuis quand le rôle de l'Etat est-il de propager la joie dans les foyers ? L'Etat plane-t-il donc si haut au-dessus des classes que le P.C.F. exige qu'il réponde aux lettres adressées au « ciel » ? Non, l'Etat est l'organe de la dictature d'une classe sur une autre et tant mieux si le gaullisme le dépouille un peu plus de ses oripeaux ; nous ne porterons pas le deuil de Noël ! La dictature du capital apparaît toujours plus nue (l'exploitation a assassiné le Père Noël bien avant le décret de M. Guena) et voilà que les charognes opportunistes le supplient de se voiler à nouveau d'hypocrisie démocratique. Si les gosses croient qu'en mettant une lettre à la poste le Père Noël leur répondra, ce n'est pas grave, mais que le prolétariat s'imagine qu'en déposant un bulletin dans une urne, ce bon papa de suffrage universel va culbuter la bourgeoisie, est une illusion mortelle. Et tant que le poison démocratique sera répandu en son sein par l'opportunisme le prolétariat restera désarmé devant l'organe essentiel de son asservissement : l'Etat bourgeois.

(Suite page 4)

1848 - 1968 : les deux manifestes

Cent vingt ans après le Manifeste communiste, Waldeck-Rochet publie un manifeste du P.C.F. : « Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste ».

Un simple rapprochement des deux textes montre à quel point les « communistes » actuels ont tourné le dos à ce programme du prolétariat dont Marx et Engels ont posé une fois pour toutes les grandes lignes. Sur chaque question fondamentale le désaccord est total. Le but de cet article est de montrer le caractère parfaitement actuel du manifeste communiste de 1848 et de faire ressortir par comparaison le caractère réactionnaire de celui de 1968.

VOIES PACIFIQUES ET COLLABORATION DE CLASSE

Waldeck - Rochet en dit : « C'est la voie de la lutte des classes sous toutes ses formes sans la guerre civile ». Or Marx stigmatisait d'avance cette attitude : « Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement ».

La lutte de classe (sous toutes ses formes !) dans la guerre civile n'est justement pas la lutte des classes car son histoire est « l'histoire de la guerre civile plus ou moins larvée qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette société éclate en révolution ouverte et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie ». Ainsi la guerre civile qui oppose irréductiblement les prolétaires à la bourgeoisie peut être plus ou moins larvée, mais ne cesse jamais car aucune société de classe (et surtout pas le capitalisme dans sa phase impérialiste) ne peut connaître la paix sociale.

Voyons comment Waldeck - Rochet va arriver pacifiquement au socialisme : « Si la révolution par la voie pacifique devient possible, ce n'est pas parce que la classe dirigeante bourgeoise aurait changé de nature et serait disposée à renoncer de son propre gré au pouvoir, mais c'est parce que les conditions nouvelles peuvent permettre à la classe ouvrière de gagner la majorité du peuple. » Ce misérable démocrate trouve la solution évidente : il faut avoir une écrasante majorité quantitative et la minorité s'inclinera pacifiquement. On peut se demander alors pourquoi le P.C.F. a pris position contre les concentrations industrielles qui tendent à diminuer le nombre d'exploiteurs et à augmenter celui des exploités. Pourquoi être contre les monopoles alors qu'ils sont la condition nécessaire — selon l'arithmétique sociale des stalinistes — au passage pacifique ? Waldeck-Rochet affirme qu'il s'agit de « rassembler dans l'action une supériorité de forces telle que la bourgeoisie isolée ne soit plus en état de recourir à la guerre civile ». Dire que la guerre civile est l'arme de la bourgeoisie (comme la grève est l'arme des trusts !) c'est faire passer dans le prolétariat toute l'indécision et la lâcheté des

couches moyennes, de l'opportunisme petit-bourgeois. Quand la bourgeoisie saisie à la gorge cherche son salut, ce n'est pas dans la guerre civile mais dans la guerre impérialiste dont le double but est de liquider la crise économique par destruction massive de capital et de liquider la crise sociale par l'ennoblissement patriotique du prolétariat et son massacre sous le drapeau national. La guerre civile ouverte est au contraire l'arme du prolétariat, explosion de violence de classe, accoucheuse de la révolution : « Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir avant tout, avec sa propre bourgeoisie ». (Manifeste de 1848, le vrai !)

Revenons à M. Rochet et à la composition sociale de « sa majorité » devant laquelle la bourgeoisie est censée capituler sans combattre ; il s'agit « d'une véritable alliance entre la classe ouvrière, les couches sociales progressistes et antimonopolistes des villes et des campagnes ». Donc alliance avec la petite-bourgeoisie, ennemie jurée du prolétariat, alliance que le P. C. F. présente comme un préalable à la lutte alors que si elle avait quelques chances de se réaliser sur les positions du prolétariat et non sur celles de la petite bourgeoisie, ce serait au cours de la lutte et quand l'issue en paraîtrait visiblement favorable au prolétariat : « Si elles (les classes moyennes) sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat, elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels, elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat » (Manifeste de 1948). Or l'alliance contre nature que les stalinistes proposent, doit se faire sur de prétendus intérêts communs actuels. Mais « les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire » (Manifeste de 1848). Le prolétariat n'a pas à lutter pour un impossible retour en arrière car c'est vers l'avant qu'il veut faire tourner la roue de l'histoire.

« LE SOCIALISME, CREATION POPULAIRE »

Pour faire admettre au prolétariat qu'il peut avoir quelque intérêt commun avec la petite-bourgeoisie il faut dénaturer complètement son but, c'est-à-dire le socialisme. Un premier coup lui est porté en niant son caractère de libération internationale et en affirmant au contraire que son fondement tient à ce qu'il est « la création des masses, à ce qu'il pénètre dans la vie de chaque nation sous des formes compréhensibles et familières au peu-

ple, organiquement rattaché à sa vie nationale ». Alors que le socialisme est une doctrine scientifique, « expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux », les stalinistes affirment que c'est « au peuple » de le créer. Mais pour cela il faudrait que le « peuple » ait une claire conscience du mouvement historique qui meut le capitalisme et de son moteur, la lutte des classes ; ce rassemblement hétéroclite et interclassiste en est bien incapable. Par ailleurs, on voudrait nous faire croire que le socialisme est « organiquement lié à sa vie nationale », mais il n'y a qu'une seule « vie nationale », celle de la classe dominante, de la bourgeoisie. Marx écrit : « Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante ». Se fonder sur la « vie nationale » revient à « découvrir » de façon plus ou moins fidèle l'idéologie

bourgeoise. « Méconnaître les particularités nationales, imposer la copie d'expériences réalisées dans d'autres pays, c'est gêner l'activité créatrice des masses et affaiblir dangereusement la force d'attraction du socialisme ». En fait de force d'attraction, l'idéal reste encore : « Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme ». Mais même après quarante ans de contre-révolution, ce spectre-là est insupportable aux petits-bourgeois (antimonopolistes !) dont le P.C.F. implore l'alliance. C'est toujours dans l'optique réactionnaire de la petite-bourgeoisie que s'impose la défense de la nation, alors même que le développement du capitalisme a déjà jeté les bases de la société future qui enverra les nations rejoindre les

provinces aux poubelles de l'histoire : « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a donné un caractère cosmopolite à la production et la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires (le P.C.F. est classé) elle a enlevé à l'industrie sa base nationale ». Et « l'asservissement de l'ouvrier au capital aussi bien en Angleterre qu'en France qu'aux Etats-Unis, qu'en Allemagne dépeuple le prolétaire de tout caractère national ». (Manifeste de 1948).

Dans la peur de « méconnaître les particularités nationales » il n'y a rien d'autre que la volonté d'éliminer ce qui, dans l'expérience historique du prolétariat, est trop gênant pour les chiens couchants du capital !

DICTATURE PROLETARIENNE OU DEMOCRATIE BOURGEOISE ?

Waldeck - Rochet s'insurge contre ceux qui pourraient croire que « l'Etat socialiste tel que nous le concevons serait "totalitaire", que pour nous la démocratie ne viendrait qu'ensuite et serait lointaine ». L'Etat socialiste tel que le conçoit le Parti communiste français n'a rien à voir avec cette description. A ceux qui objectaient que : « il y a des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc... qui sont communes à tous les régimes sociaux » Marx répondait : « l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est le fait commun à tous les siècles passés. Donc rien d'étonnant si la conscience de tous les siècles, en dépit de toute sa variété et sa diversité, se meut dans certaines formes communes — formes de conscience qui ne se dissoudront qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme de classe ». Au nombre de ces formes de conscience il faut classer la démocratie que Waldeck-Rochet revendique « en tant que vérité éternelle : « pour ce qui est des droits de la minorité, ils devront et pourront s'exercer dans le cadre de la légalité nouvelle démocratiquement établie par la majori-

té ». Or si cette « minorité » est la bourgeoisie dépossédée, mais encore puissante, il est évident que le prolétariat n'aura que faire de lui accorder légalement des droits démocratiques. Les droits démocratiques ne sont que le masque pudique que prend la dictature de la bourgeoisie ; le prolétariat, lui, se débarrassera de l'hypocrisie démocratique. N'en déplaise à Rochet il revendiquera pleinement le caractère totalitaire de sa propre dictature.

Ce qui succèdera à la dictature ne peut être la démocratie dont nous avons vu qu'elle est l'ée à l'existence d'antagonismes de classe, mais la fin de ces antagonismes : « si le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante, et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par-là même, sa propre domination comme classe. » (Manifeste de 1848).

QU'EST-CE QU'UN COMMUNISTE ?

Pour Marx, « les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière, mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement ». Mais pour Waldeck-Rochet, le parti « s'instruit constamment auprès d'elles (les masses) et prend conseil d'elles en tout temps ». Autrement dit, au lieu que ce

soit le programme, c'est-à-dire les principes acquis dans des luttes passées qui guident le parti, c'est la consultation (démocratique) des masses qui détermine son action ! « Les communistes (...) ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien ». (Manifeste de 1848).

La division ouvrière en « perfectionnement continu »

Sous l'effet de la confusion politique qui règne dans le mouvement ouvrier, mais aussi sous la pression des transformations vertigineuses d'une technique fondée sur la division du travail, la concurrence que les salariés se font entre eux au travers de l'éventail distendu de la qualification professionnelle s'est considérablement accentuée depuis la seconde guerre mondiale. Ce serait peu dire que d'affirmer que les organisations syndicales actuelles, dont ce serait précisément le rôle de lutter contre cette concurrence, ne le remplissent pas (la C.G.T., notamment, qui fait force courbettes aux « ingénieurs, cadres et techniciens », ne déplore-t-elle pas les « sentiments anti-hiérarchiques » des ouvriers ?) que ces organisations, en fait, encouragent cette concurrence. Nous n'en voulons pour preuve que l'attitude adoptée par la C.G.T. à l'égard de la jeunesse : pour tenter de récupérer cette éventuelle « clientèle » qui est sur le point de leur échapper, les pontifes confédéraux ont déployé une « offensive de charme » dont l'argument essentiel est... la promotion sociale ! Déclaration du secrétaire confédéral lors de la IVème Conféren-

ce de la Jeunesse travailleuse : « C'est d'abord une aspiration naturelle de la jeunesse que de chercher à apprendre, à connaître dans un monde où la somme des connaissances double tous les dix ans. Mais c'est aussi un moyen de promotion professionnelle et donc d'obtention de meilleurs salaires en même temps qu'une nécessité par suite des transformations d'emploi ». Le rapporteur de service a également cité son compère Séguin qui, en d'autres lieux, avait déclaré : « Nous voulons que les enfants de travailleurs (...) aient autant de chances d'accéder au savoir que les enfants de riches. »

Ainsi, ce que le syndicalisme dégénéré propose à la jeunesse, déjà exploitée ou destinée à l'être sous peu, ce n'est rien d'autre que l'arme de la division patronale : de « meilleurs salaires » pour ceux qui, fournissant une force de travail plus qualifiée, qualitativement augmentée par le système de « formation et perfectionnement continus » que propose la C.G.T. accroîtront et généraliseront à l'échelle de leur nombre accru, la concurrence sur laquelle se fonde principalement la puis-

sance de domination du capital moderne.

Le P. C. F. qui flatte l'ignorance avec démagogie est aux antipodes d'un tel parti : s'il essaie d'accréditer l'idée que l'idéologie des masses n'est pas l'idéologie dominante, c'est que lui-même y a succombé.

Pour Marx, les communistes se distinguent des autres partis ouvriers par le fait que « dans les différentes luttes nationales des prolétaires ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. » Pour le P. C. F., au contraire, « notre conception de la marche de la France vers le socialisme tient compte des conditions propres à notre pays » (souligné par nous). A ce chauvinisme, prélude à l'union sacrée dans la guerre impérialiste, les communistes opposeront toujours la magnifique adresse sur laquelle Marx termine le Manifeste de 1948 : « Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Aujourd'hui, le manifeste de Waldeck - Rochet prouve deux choses : d'abord que le P. C. F. a définitivement tourné le dos au socialisme, mais aussi que la contre-révolution a été assez totale pour qu'un tel texte ne soulève pas la colère de ceux qu'il trahit. Un tel parti est mûr pour toutes les compromissions avec l'adversaire de classe que ce soit la S.F.I.O., gérant loyal du capital, ou l'Etat bourgeois (et gaulliste) lui-même, par le biais des subventions accordées à la C.G.T. Mais si le P. C. F. peut monnayer en toute tranquillité ce qui lui reste de crédit au sein du prolétariat c'est que ce dernier commence à peine à s'éveiller en tant que classe sous l'impulsion de la crise montante. Or, l'acte le plus important par lequel la classe s'affirme est la formation de son parti. « Cette organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique est sans cesse détruite à nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours plus forte, plus ferme, plus puissante ». Le P.C.F. est mort en tant qu'organisation prolétarienne, les conditions de la reprise révolutionnaire inscrites dans l'évolution économique exigent la reconstitution d'un parti de classe mondial.

sance de domination du capital moderne.

Gageons que, parmi les « illusions » et « impatiences » des jeunes en mai-juin, dont le rapporteur a également parlé avec une indulgence condescendante, figurait précisément la volonté de combattre hiérarchie salariale, carriérisme et promotion sociale. C'est notre espoir non dissimulé qu'ils sachent le démontrer énergiquement au sein de la centrale traditionnelle vers laquelle, en nombre imposant nous dit-on, leur instinct de classe les a poussés.

LE PROLETAIRE dans la région parisienne

Notre journal est en vente dans les kiosques des principales gares de Paris et de la banlieue ; dans les bibliothèques de Métro de tous les terminus, de toutes les Portes de Paris et des principales correspondances.

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 60 (décembre 1968) inclus.

Prix : 45 F. (y compris les frais d'expédition)

La crise monétaire

(suite de la première page)

mandaient à l'Allemagne occidentale, en l'invitant à réévaluer le mark, c'était de réduire sa compétitivité sur le marché mondial et donc d'accroître ses importations et de diminuer ses exportations. Le jour même de la réunion de Bonn, l'Allemagne prit des mesures dans ce sens en taxant ses propres exportations de 4 % et en détaxant de 4 % également ses importations, mais pour les trois pays intéressés, c'était insuffisant, et c'est pourquoi ils tentèrent par tous les moyens d'obtenir la réévaluation du mark.

Il est inutile de souligner que cette pression a suscité en Allemagne une campagne chauvine de premier ordre. La « Bild Zeitung », organe d'un des plus importants groupes financiers d'Allemagne a publié des titres ultra-patriotiques : « Désormais, l'Allemagne est le n° 1 de l'Europe », « Qui touche au mark allemand vole du travail allemand », « Wilson, ne touchez pas au mark ! ». Les grandes centrales syndicales, ainsi que les deux grands partis nationaux, la démocratie chrétienne et la social-démocratie, ont naturellement fait chorus. De même, les syndicats français et les partis dont ils dépendent respectivement ont fait chorus avec le mouvement gaulliste pour réclamer la défense de la patrie, c'est-à-dire du franc ; tout cela n'est qu'une anticipation des appels que partis et syndicats constitutionnels lanceraient aux masses ouvrières à la veille d'une éventuelle troisième guerre impérialiste mondiale pour qu'elles s'alignent sur le front national au lieu de déclarer leur guerre internationale à la guerre !

Le sort du franc n'intéresse donc pas seulement la France capitaliste et ne dépend pas exclusivement d'elle. Il est étroitement lié aux rapports impérialistes des principaux Etats et aux rapports sociaux qui y règnent. Les mesures « volontaires » prises par l'Allemagne fédérale, et qui semblent devoir freiner son développement économique, se traduiraient à l'intérieur de ce pays par une pression croissante sur les petits capitaux qui ne supporteraient pas l'augmentation des taxes à l'exportation parce qu'ils ne pourront la compenser par une réduction de leurs coûts de production, faute de pouvoir investir suffisamment pour augmenter leur productivité. Au dehors, la guerre des prix s'intensifiera pour compenser la perte immédiate de profits résultant de l'augmentation des droits de douanes sur les exportations allemandes et de la réduction de celles qui sont destinées à la France et à l'Angleterre, elles-mêmes contraintes à freiner leurs importations et à accroître leurs exportations en réduisant leurs prix de vente. Mais pour les mêmes raisons, les U.S.A. devront (comme ils ont déjà commencé à le faire) augmenter massivement leurs propres exportations en Europe en baissant leurs prix pour battre leurs concurrents européens, et en premier lieu allemands. Déjà les usines américaines d'automobiles s'approprient à produire des voitures utilitaires pour résister à la concurrence italo-franco-allemande, et la récente constitution du trust Fiat - Citroën, quoique devant les initiatives américaines, ne fera qu'exaspérer la lutte économique mondiale entre les différents pays capitalistes. On pourrait en dire autant de la Grande-Bretagne, dont les chances vont sans cesse diminuant.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
8, P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribue par les N.M.P.P.

CRISE SOCIALE

Ainsi la crise monétaire, tout en poussant les ouvriers à de vives luttes économiques en France et en Angleterre, favorise l'explosion de luttes semblables dans d'autres pays, et en particulier dans les pays économiquement forts. En effet, ce sont les prolétaires qui font les frais des dévaluations monétaires et aussi du ralentissement de la production, quoique sous des formes diverses, et c'est toujours à eux, en dernière analyse, que l'on demande de se sacrifier aux intérêts de la nation. Pour les salariés, les effets d'un excès de puissance productive (Allemagne) sont donc les mêmes que ceux de la faiblesse économique (France et Angleterre) : chômage et réduction du salaire réel. C'est pourquoi les masses ouvrières se verront partout contraintes à déclencher des luttes générales à outrance contre le système économique du capitalisme si elles veulent secouer le poids qu'il fait peser sur elles.

En mai - juin, ces luttes ont approfondi la crise du système en France comme tous les gouvernements capitalistes aiment à le répéter comme si cela constituait une justification du régime et non une preuve de son extrême fragilité, et pourtant, elles manquaient d'organisation et ont été volontairement mal dirigées. En s'étendant et en s'approfondissant, les luttes à venir déclencheront une crise gigantesque dans l'Europe en-

tière, créant les conditions d'un passage de la revendication économique à la lutte politique. Il est, en effet, naturel que la crise monétaire actuelle conduise la fameuse Communauté Economique Européenne à la ruine, les accords tant vantés de « libéralisation économique » n'étant plus que chiffons de papier quand l'« ennemi est à la porte ». Le chaos monétaire n'est qu'un reflet du chaos économique du régime capitaliste aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, comme nous le montrent la Tchécoslovaquie, la Roumanie et par conséquent tous les pays d'Europe orientale, Russie comprise. Mais c'est en même temps un chaos social et politique qui se « planifie » de lui-même, tandis qu'en dépit de toutes les volontés individuelles ou d'Etat, l'économie, elle, échappe à toute direction. On ne planifie pas le chaos : on le détruit.

Nous sommes à la veille des derniers beaux jours du régime capitaliste dont la durée ne dépend plus que la capacité du prolétariat mondial à lui porter l'ultime coup au cœur en détruisant l'Etat bourgeois. Au désordre productif, économique et social du capitalisme, on met fin par la subversion sociale et politique. C'est aux déshérités enfin parvenus à la conscience de ce fait qu'il incombe d'accomplir cette tâche, selon le programme et sous la direction de leur Parti politique de classe internationalement ressuscité.

La conscience des réalités

(Suite de la première page)

veulent « discuter » avec la direction. Elles reviennent donc au « dialogue », à la lutte articulée, alors que l'explosion de mai a montré avec éclat que seule la lutte généralisée et illimitée peut faire reculer la bourgeoisie.

Prenons le renouvellement de l'accord d'entreprise expirant fin décembre. A qui fera-t-on croire que, alors que les avantages consentis sous la pression de l'ensemble des ouvriers en grève en mai étaient nettement insuffisants — à cause des directions qui sabotent le mouvement et ses revendications fondamentales — des accords d'entreprise, appuyés par des mouvements limités puissent améliorer réellement votre sort ? Il faut au contraire la lutte unie de tous les prolétaires par-dessus les catégories et les entreprises et même par delà les frontières contre l'ensemble de la classe capitaliste ; lutte entre les classes sur tous les terrains.

Passons aux « revendications » que vous proposez les trois centrales syndicales et qui relèvent de la pure fumisterie, vous trompent et ne servent qu'à restreindre le mouvement, pour vous plier au despotisme de l'entreprise et aux besoins du capitalisme. Pour les primes, vous n'avez pas à exiger un montant plus important, mais leur intégration au salaire, car elles ont un caractère anti-grève et elles ne font que vous intéresser à la productivité, et donc à l'accroissement de votre propre exploitation. De même, l'indexation des salaires sur les prix (« l'échelle mobile des salaires ») c'est vouloir accrédi-ter l'idée d'une garantie du pouvoir d'achat par des accords, des dialogues, des tables de conférence. La seule chose que la bourgeoisie peut garantir, c'est sa contre-attaque sur tous les fronts quand le prolétariat n'a pas la force de lui répondre. Le montant des salaires ne dépend que du rapport des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre leur capacité de lutte respective : tout dépend de la force collective de la classe ouvrière pour imposer son nouveau. Et les bonzes de la C.G.T. veulent-ils affirmer cette force en restreignant la lutte par entreprise ?

En ce qui concerne les salaires, les seules revendications de classe sont :

— la réduction radicale de la durée de la journée de travail ;

— l'augmentation générale des salaires, plus forte pour les caté-

gories les plus défavorisées ;

— le salaire intégral aux chômeurs.

C'est seulement en luttant pour ces revendications que vous pourrez effectivement améliorer vos conditions de vie, en brisant tout esprit de catégorie et de division ; c'est seulement sur ces revendications que la classe pourra lutter collectivement de façon généralisée.

La classe ouvrière doit prendre conscience des réalités, c'est vrai ! Mais cette réalité n'est pas celle propagée par la bourgeoisie et les directions traitres du mouvement ouvrier. La réalité est celle du capitalisme mondial avec son cortège de sueur et de sang extorqués au prolétariat ; la réalité est celle que le capitalisme offre, celle de l'exploitation et de la misère, le chômage, les crises et les guerres. La réalité est que la bourgeoisie attaque sur tous les terrains, économique et politique, lorsqu'elle sent la moindre faiblesse de la classe ouvrière. La réalité est que le capitalisme n'est pas à réformer, mais qu'avec son Etat, il est à détruire !

PROLÉTAIRES ! TRAVAILLEURS !

Votre force potentielle réside dans votre nombre ; votre force réelle est celle de vos organisations et leur combativité, dans la voie de votre émancipation révolutionnaire. Oui, il faut prendre conscience des réalités : Mais aujourd'hui la réalité est qu'il faut rompre avec la ligne opportuniste de la direction de la C.G.T., chasser ses bonzes, soutiens du Capital de la petite bourgeoisie et des aristocrates ouvriers.

Il faut que la C.G.T. redevienne le syndicat révolutionnaire, l'organe de liaison entre le Parti de classe, guide de la révolution communiste, et la masse travailleuse ; il faut que la C.G.T. redevienne le Syndicat Rouge pour qu'elle puisse servir à resserrer les rangs de la classe ouvrière par-dessus tout morcellement d'entreprises ou de catégories, en luttant pour des objectifs immédiats qui intéressent et renforcent l'ensemble du prolétariat dans sa lutte contre le Capital, contre l'Etat bourgeois, pour la Dictature du Proletariat.

Vive le Syndicat Rouge !

Vive la Dictature du Proletariat.

PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL

Le syndicalisme « intégré »

(Suite de la page 2)

tème qu'elle doit révolutionner et enlever au prolétariat tout espoir d'une société sans exploitation, sans marchandises, salaires ni capital, est-ce bien M. Schumann, ses pairs et prédécesseurs qui y sont les premiers parvenus ? Nullement. Ce poison idéologique destructeur d'énergie prolétarienne et négateur de toute possibilité révolutionnaire, c'est dans le propre camp social du prolétariat qu'il a été secrété : là et là seulement réside tout le secret de son efficacité actuelle.

A ceux qui en déduisent « l'inutilité » de l'organisation syndicale ou l'impossibilité de militer en son sein, nous répondons que c'est toujours là où l'opportunisme a le plus d'emprise sur les ouvriers qu'il faut le combattre. L'intégration des syndicats au réseau légal contrôlé par l'Etat est dans la logique historique d'une phase de contre-révolution où le capital ne main-

tient sa domination qu'en baillonnant jusqu'aux sursauts les plus élémentaires des classes exploitées. Lutter pour arracher le syndicat aux fonctionnaires qui le vendent contre leur reconnaissance par le patronat en tant qu'interlocuteurs « responsables », c'est lutter pour redonner vie et force aux luttes élémentaires par lesquelles doit nécessairement passer la reprise prolétarienne de demain.

Non au Syndicat qui « s'intègre » dans la « vie normale » du Capital et qui sacrifie les ouvriers aux intérêts de la production, de la patrie, du Capitalisme national ! Pour un syndicalisme de classe intrinsèque qui s'oriente, par-delà les revendications immédiates, vers la revendication historique du prolétariat, la révolution communiste, le socialisme, voilà la voie que nous indiquons à tous les militants et ouvriers sincères comme la seule voie de salut !

VIENT DE PARAÎTRE :

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917.
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.
- L'économie russe de la révolution à nos jours.

La brochure de 188 pages : 9 F.

En vente dans les principaux kiosques et librairies ou à l'adresse du « Proletaire ».

Qu'est-ce que le GAULLISME ?

(Suite de la page 2)

politique que les faux « communistes » ont contribué tous les premiers à lui donner à la belle époque de la Résistance, d'autre part de l'œuvre de désarmement moral et matériel du prolétariat accomplie durant des décennies par des partis qui préconisaient en Algérie la paix et non l'émancipation armée, la sauvegarde des « intérêts légitimes des Français » et non l'internationalisme révolutionnaire et agissant des opprimés et exploités de toutes les races. En un mot l'aurole de « l'homme du 18 juin » eut

été inutile sans la collaboration uniforme de tous les partis politiques à la défense des intérêts du capitalisme français face à l'une des plus terribles crises qu'il eût jamais connues.

Après l'indépendance algérienne qui avait consacré la victoire politique du gaullisme, ses prétendus adversaires purent bien jouer « l'Opposition de Sa Majesté », leurs syndicats vitupérer le « pouvoir personnel » ; rien ne put empêcher l'opinion publique, cette sottise invétérée que les « communistes » actuels s'acharnent à courtiser, de voir dans le gaullisme la cause d'une « prospérité » et d'un « redressement » dont il n'était en définitive que le produit. A un moment donné, du petit bourgeois de province à l'ouvrier écoeuré du parlementarisme, de l'intellectuel « éclairé » au paysan parcellaire, l'adhésion fut quasi générale à la politique d'un parti qui n'était qu'un regroupement hâtif de nouveaux politiciens aux dents longues et de transfuges astucieux de la défunte IVème République, et n'avait d'autre plateforme programmatique que le pittoresque des discours érotiques du chef de l'Etat. Ainsi naquit le gaullisme, comme doctrine gouvernementale, équipe ministérielle et parti de majorité. Hormis quelques innovations de forme et de méthodes, il n'est rien d'autre que la cristallisation, en termes emphatiques, des vieux lieux communs du nationalisme français, contraint d'arborer casaque neuve pour sauvegarder des privilèges sociaux identiques à eux-mêmes et permanents.

(A suivre).

PERMANENCES A MARSEILLE

Samedi 11 janvier

Samedi 25 janvier

de 17h.30 à 20h.

au siège du journal

7, cours d'Estienne d'Orves
(4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

Les « gauchistes », qu'on devine aisément visés par cette allusion, ont un peu trop bon dos : mai 1968 fut avant tout l'explosion de colère de la classe ouvrière brisant les carcans du syndicalisme de négociation et de compromis ; s'il y a là un quelconque « traquenard » pour les opportunistes, ce n'est que le traquenard de la lutte de classe qui toujours, tôt ou tard, démasque ceux que Lénine appelait déjà de son temps « les agents ouvriers du capitalisme ».